

EUROPE

L'Europe que nous voulons

samedi 15 juin 2024, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mai 2024).

L'Europe que nous voulons est l'exact contraire de l'UE libérale, autoritaire et xénophobe construite loin des peuples par les États qui la composent ! Notre Europe se veut ouverte, « partageuse », égalitaire, respectueuse de nous touTEs et du vivant. C'est à une transformation révolutionnaire que nous appelons, qui ne pourra passer que par des luttes fortes et unitaires. Dans ces élections européennes, nous mettons en débat quelques-unes des priorités que nous jugeons essentielles.



L'enceinte du Parlement européen. © Diliff - CC BY-SA 3.0

Une Europe sociale

À coups de traités secrètement décidés dans les sommets européens, les États organisent la concurrence entre les salariéEs des différents pays. L'objectif est de tirer l'ensemble des salaires directs et socialisés vers le bas, ce qu'ils appellent faire baisser le coût du travail. Avec comme conséquence, l'augmentation des profits pour une poignée et la paupérisation pour le plus grand nombre. Avec les inégalités, entre femmes et hommes, entre autochtones et étrangerEs, ces dirigeants nourrissent nos divisions et les racismes qui font le lit de toutes les extrêmes droites.

Il s'agit maintenant de se battre ensemble pour arracher l'harmonisation par le haut des législations sociales, une protection sociale (Sécurité sociale, assurance chômage) gérée par les travailleurEs, l'indexation des salaires sur l'inflation et la suppression des discriminations. Et de gagner des droits nouveaux, par exemple le droit à l'IVG, à la parentalité pour les couples homosexuels dans tous les États européens. De partager le temps de travail et les richesses produites, car c'est possible de travailler moins (28 heures sur 4 jours) et de vivre bien de son salaire.

Une Europe solidaire

Tous les traités européens depuis 1957 ont élargi les domaines de la marchandisation ou l'ont accentuée. Ils ont détruit à coups de régularisations ce que nous avons conquis à coups de luttes : nos biens communs, la santé, les protections sociales, l'éducation, les transports, le logement, l'électricité, l'eau, la poste, les télécommunications, l'audiovisuel, la culture ! Détruit aussi ce principe solidaire : « À chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Non, tout n'est pas à vendre ! Partout en Europe, des syndicats et des collectifs d'usagerEs exigent

la gratuité pour les transports publics, l'école et l'université, les premiers mètres cubes d'eau et kilowatts d'électricité...

Nous avons besoin d'outils qui bâtissent du commun, de services publics gérés par notre classe et accessibles à touTEs, comme les centres de santé sur certains quartiers, mais aussi de moyens colossaux pour l'éducation et la santé, les transports, le logement social, grands services publics sinistrés.

Nous nous battons pour la réorientation des dépenses militaires inutiles et dangereuses, augmentées en six ans de 123 % en Europe, vers des investissements indispensables à nos vies.

Une Europe ouverte et accueillante

La Méditerranée est une scène de crime, 25 000 personnes y ont péri depuis 2014. Avec le NPAM (Nouveau Pacte asile et migration), les dirigeants de l'UE vont plus loin. Il s'agit de trier les personnes sans papiers à la frontière, selon leur pays d'origine et les besoins des économies européennes, de les enfermer pour vérification d'identité, ce qui peut durer des semaines, et d'en expulser un maximum dans la foulée. Pour cela, les moyens financiers sont là : création de nouveaux centres de rétention, augmentation des postes liés à la répression et financement énorme pour Frontex.

Nous défendons la liberté de circulation et d'installation des personnes, le droit à l'asile inconditionnel, la régularisation de touTEs, l'égalité des droits au travail, aux prestations sociales et à l'ensemble des services publics. Nous voulons une réorientation du budget de Frontex vers le soutien aux personnes qui ont besoin d'être secourues, géré par des associations de solidarité.

Enfin, nous militons pour l'ouverture des frontières meurtrières qui protègent l'Europe forteresse contre les migrantEs.

Une Europe écosocialiste

Les dirigeants de l'UE continuent leur folle course aux profits même s'il est de plus en plus difficile de vivre sur cette Terre, notamment pour les populations du Sud et les plus pauvres au Nord. Le réchauffement climatique, la détérioration des sols et la déforestation provoquent de plus en plus de catastrophes. Crues et sécheresses violentes, épidémies et famines se succèdent de plus en plus vite.

Il faut les arrêter, leur enlever leur pouvoir de nuire, ça passe par la réquisition sous le contrôle des travailleurEs et des usagerEs, de l'industrie alimentaire, de celle du médicament et de l'énergie. Nous voulons abandonner toutes les productions inutiles, dangereuses pour les humains, pour la terre, en Europe mais aussi à l'étranger.

Réorienter l'économie vers nos besoins réels, ça passe par la fixation d'objectifs précis de sobriété--efficacité des bâtiments, le développement des énergies de flux à la place des énergies de stock (fossile et nucléaire). En agriculture, la fin des pesticides, l'interdiction des fermes-usines, le développement d'une agriculture de proximité et l'embauche d'un million d'agriculteurEs.

Nous voulons une sécurité sociale de l'alimentation (SSA) pour touTEs, qui s'appuiera sur une agriculture locale, produite par des paysans qui puissent vivre de leur salaire et cultiver sainement la terre.

Une Europe démocratique

Pas de démocratie possible dans le cadre des traités européens, il faut rompre avec ceux-ci, et

remettre en question toutes les décisions prises au nom de la concurrence libre et non faussée à l'intérieur de l'UE, mais aussi à l'extérieur. Comme les accords économiques et commerciaux qui sont un outil politique important au service de la mondialisation ultralibérale. Ils permettent une plus grande marchandisation des marchés publics notamment et développent un rapport néocolonial avec les pays les moins développés. Avec la course aux armements, ils contribuent à la réorganisation économique entre les différents impérialismes.

De plus, nous exigeons, avec de nombreuses autres organisations, la levée définitive de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Nous défendons le droit à la résistance armée et non armée face à l'occupation, en Ukraine en particulier mais aussi en Palestine et en Kanaky, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et - l'annulation de la dette.

Face au danger de l'extrême droite dont la menace grandit à mesure que l'offensive capitaliste s'étend, il y a urgence à réclamer une Europe démocratique des travailleurEs et des peuples que nous imposerons par nos mobilisations et le rapport de forces collectif.

Une Europe démocratique serait une coopération entre les peuples européens qui décideraient des contenus et des moyens de cette coopération.

Mais il n'y aura pas non plus de réelle démocratie sans élimination de toutes les oppressions quelles qu'elles soient. C'est pourquoi nous sommes engagéEs dans les luttes contre toutes celles-ci.

ROSELINE VACHETTA

P.-S.

• Publié par L'Anticapitaliste le 30 mai 2024. 5 JUIN 2024 :
<https://inprecor.fr/node/4090>